

Déclaration de M. Nicolas Sarkozy, Président de la République, notamment sur l'OTAN, les relations euro-russes et sur la défense européenne, à Munich le 7 février 2009.

Madame la Chancelière, Chère Angela,

Cher Donald,

Monsieur le Président,

Je suis très heureux d'être ici pour évoquer toutes ces questions de défense, d'amitié avec les Etats-Unis, de solidarité entre nous, pour essayer d'en parler le plus franchement possible, et avec le moins de langue de bois possible.

D'abord, nous sommes au 20ème anniversaire de la chute du mur de Berlin.

Certains avaient cru que nous étions entrés dans un "monde unipolaire". Nous sommes dans un monde de "puissances relatives". Cela, c'est le premier raisonnement autour duquel on doit organiser toutes nos stratégies. Comme l'a dit Angela Merkel, comme l'a dit Donald Tusk, une seule puissance ne peut pas régler les grands conflits du monde. Le XXIème siècle voit l'émergence de grandes puissances, qui disent : "nous aussi on veut donner notre avis, nous aussi on compte, nous aussi on a des intérêts à défendre". D'ailleurs, nous avons besoin de ces nouvelles grandes puissances pour faire pression sur les belligérants et obtenir la paix.

Si l'on veut bien considérer que nous sommes rentrés dans le monde des "puissances relatives", cela veut dire que la première conséquence, c'est la nécessité de la solidarité, Donald, et de la coopération.

Quand il n'y a qu'une seule grande puissance, il n'y a pas besoin de coopération, il y en a un qui décide et les autres qui suivent. Quand il y a "des puissances relatives", alors il faut la solidarité et la coopération. Le XXIème siècle sera le siècle de la coopération et de la solidarité. C'est pourquoi, d'ailleurs, je suis tellement attaché à l'amitié avec les Etats-Unis d'Amérique. L'amitié en alliés indépendants et respectueux chacun de ses valeurs.

L'histoire nous a appris quoi ? Qu'aucun Empire, fût-il le plus important, ne peut gagner contre l'aspiration à la liberté. Tous, nous nous sommes, dans notre histoire, trouvés confrontés à cette douloureuse réalité. Tous, il n'y a pas simplement le XXème siècle, avec les mécomptes de l'URSS, mais dans notre histoire, quand nous nous retournons les uns et les autres, tous nous avons cru un moment être un empire qui pouvait faire fi de l'aspiration à la liberté des autres.

L'aspiration à la liberté n'est pas simplement en Europe, elle est dans toutes les régions du monde. Tous, nous avons eu à faire - et la France comme les autres dans son histoire - à de grandes désillusions quand nous avons oublié que la liberté, elle était faite pour tout le monde. Par ailleurs, nous sommes tous confrontés aux mêmes risques : le terrorisme, la prolifération, les attaques contre le système informatique, les risques climatiques, la compétition pour les matières premières, la compétition pour l'eau, comme on le voit au Darfour.

Alors, il y a la famille, appelons-la occidentale, l'Europe et l'Amérique, nous avons des valeurs communes, nous devons les défendre ensemble, mais pas pour les imposer aux autres, pour les convaincre.

L'Europe a fait le choix de la construction européenne et de l'Alliance atlantique, l'Europe a construit sa paix autour de ces deux piliers. Ces deux piliers la France y est profondément attachée. Mais devenir membre de l'Union européenne ou devenir membre de l'Otan. ce n'est

pas un droit. Parce que si c'est un droit, cela veut dire qu'il n'y a pas de condition, qu'il suffirait de frapper à la porte pour rentrer. Avec ce système là, on détruirait l'Europe et on détruirait l'Otan. Pour rentrer dans l'Union européenne et pour rentrer dans l'Otan, il faut partager des valeurs. Donald, tu n'as pas trop parlé des valeurs, c'est la clef, les valeurs. Si l'on ne partage pas les valeurs, on n'est pas membre de la famille. Il faut avoir la capacité, pour rentrer dans l'Union européenne et dans l'Otan, la capacité à contribuer à l'oeuvre commune, à prendre des engagements lourds et à les assumer. Dans l'Union européenne, il faut être prêt à partager sa souveraineté, dans l'Otan, il faut être prêt à porter assistance à un allié agressé. C'est cela la famille. Si l'on ne fait pas respecter cela, il n'y a plus de famille. Parce que si cela est un droit de rentrer, et si une fois que l'on rentre on n'a aucun devoir, alors il n'y a plus de famille. Pourquoi l'Union européenne a fait rêver ? Parce qu'elle était fondée sur la solidarité, j'y reviendrai. Pourquoi l'Otan a été vécu comme une protection pour un certain nombre de peuples de l'Est qui se sont sentis, disons les mots, abandonnés par l'Europe de l'Ouest ? Parce qu'il y avait des règles, parce qu'il y avait l'article 5 et parce que quand on rentre dans l'Otan, on assume sa part de responsabilités. Je voulais dire cela, parce que je crois à l'Europe et je crois à l'Otan, mais ce n'est pas une auberge dont la porte est ouverte à tout vent et rentre celui qui a envie parce qu'il y a vu de la lumière. Rentre celui qui est prêt à partager nos valeurs, à les défendre et à se soumettre lui-même à des obligations internes : la démocratie, régler ses problèmes internes avec ses minorités, et la vision qu'il a de l'avenir. J'ajoute : le partage du fardeau, chacun a du prorata. Je partage ce qui a été dit s'agissant de l'Ukraine et de la Géorgie. Nous avons avec Angela au Sommet de Bucarest, partagé la même conviction et dit les mêmes choses. Je ne me sens pas moins ami de l'Ukraine ou de la Géorgie en ayant dit cela. Je dis simplement que l'Otan et l'Europe, c'est tellement important pour la stabilité du monde que l'on doit rappeler les règles qui sont celles de la famille. Dans un colloque souvent on a tendance à rappeler les droits afférant à la famille, et moins les devoirs afférant à la famille.

Un mot sur la Russie. Il y a eu la crise du gaz, il y a eu la crise avec la Géorgie. Disons les choses comme elles sont : il y a une méfiance croissante entre l'Union européenne et la Russie. D'un côté, certains de nos membres ont une crainte vis-à-vis de la Russie. De l'autre, la Russie a la crainte historique de l'encerclement. Il faut restaurer la confiance. Je veux prendre mes responsabilités, je les prends. Je ne crois pas que la Russie d'aujourd'hui soit une menace militaire pour l'Union européenne et pour l'Otan. Je sais que cela ne se fait pas, quand on est chef de l'Etat, d'affirmer une conviction et pourtant je choisis de le faire. Je ne crois pas que le premier risque de l'Otan et de l'Union européenne, ce soit celui d'une agression militaire de la Russie. Je n'y crois pas. Je n'y crois pas pour un certain nombre de raisons et la première d'entre elles c'est que la Russie a tant de fantastiques défis intérieurs à relever que je ne la vois pas comme une menace directe sur l'Otan et sur l'Europe. D'ailleurs, un pays qui a tant de problèmes avec sa démographie n'est pas un pays qui spontanément, et l'histoire nous le montre sur tous les continents, est porté à une agressivité militaire avec ses voisins.

J'ajoute qu'il serait quand même invraisemblable, avec tous les problèmes que porte le monde, que d'organiser une confrontation entre la Russie et l'Europe, alors même que nous avons la technologie et les capitaux, et que la Russie a l'énergie. Pour que les choses soient claires, la France est certainement le pays en Europe qui dépend le moins du gaz russe, puisque la France, grâce au nucléaire, est indépendante en matière d'énergie. Ce que je dis là ne peut donc pas être taxé de faiblesse, ni de crainte, ni d'intérêt. Mais simplement une lecture de la situation.

J'en tire d'ailleurs la conclusion qu'il faut appeler les uns et les autres à beaucoup de calme. On n'a jamais vu un fournisseur qui se fâche avec ses clients. On parle beaucoup de la dépendance de l'Europe, je n'ai jamais vu, dans le système qui est le nôtre, que ce soit le client qui doive remercier le fournisseur. Donc, il est urgent de restaurer la confiance entre la Russie et l'Union européenne. Urgent. On doit le faire d'abord en souhaitant que les Etats-Unis et la Russie concluent dès cette année un accord "post Start" sur la réduction de leurs arsenaux nucléaires. La Russie doit poursuivre sa coopération avec l'Union européenne, et je prends mes responsabilités une nouvelle fois : je pense qu'un objectif serait qu'un jour, entre l'Union

européenne et la Russie, nous construisions un espace économique et humain commun. Mais comment nous avons arrêté de nous faire la guerre - nous, les Français, les Allemands - si ce n'est en construisant un espace économique et humain commun. Pourquoi ce qui a été vrai entre les Allemands et les Français, et ce qui marche, ne le serait pas entre la Russie et l'Union européenne ? Un espace économique et humain commun, une perspective, ensemble.

Naturellement, il faut refuser la dialectique, la menace. Dans la crise du gaz dont parlait Donald, il n'y a eu que des perdants. Que des perdants ! La Russie qui a perdu une partie de sa crédibilité. Pardon, je ne suis pas sûr que l'Ukraine soit sortie renforcée de tout ceci. Nous-mêmes, les Européens, je ne pense pas que nous en soyons également sortis renforcés. Une stratégie qui ne fait que des perdants, c'est une stratégie qui doit être abandonnée.

Puis, nous avons un autre dossier : l'Arctique. Le réchauffement climatique conduit à quoi ? L'ouverture de la route du Nord. On ne va pas faire de l'Arctique le nouveau territoire d'un conflit entre les Etats-Unis, la Russie et l'Union européenne, cela n'aurait absolument aucun sens. Je pense d'ailleurs qu'il faut prendre le président Medvedev au mot. Lui demander ce qu'il entend dans son concept de sécurité paneuropéenne et en discuter ensemble. Car, après tout, la Russie comme l'Union européenne, comme les Etats-Unis, nous pourrions un jour être sous la menace des missiles d'un Etat terroriste. Nous avons tout intérêt à construire ensemble, après l'espace économique et l'espace humain, un espace de sécurité.

Un mot sur la politique de défense de la France. Le monde change. La France change. Dès mon élection, j'ai lancé une vaste rénovation de notre politique de défense et de sécurité. On maintient notre effort. Je tiens à vous le dire, d'ici 2020, nous allons consacrer 377 milliards d'euros à nos armées. Nous garderons notre puissance nucléaire de dissuasion aux côtés des Britanniques, avec qui nous voulons d'ailleurs travailler main dans la main. Comment imaginer que les deux seules puissances nucléaires militaires d'Europe ne travaillent pas ensemble ? J'étais très heureux de la décision courageuse du gouvernement britannique et de Gordon Brown de réfléchir et de travailler sur une politique de défense. Comment imaginer faire l'Europe et que les deux puissances nucléaires militaires ne se parlent pas, ne travaillent pas ensemble. Cela posera d'ailleurs, dans l'avenir, la question de la complémentarité entre ces puissances nucléaires, forcément indépendantes, et la sécurité de l'Europe dans son ensemble. La France donc restera une puissance militaire nucléaire.

Et puis il y a l'Europe de la défense. Parlons clair là aussi. L'Europe de la défense est une priorité. Nous avons, avec Angela Merkel, écrit un article ensemble. Nous voulons travailler avec les Allemands pour en faire une priorité militaire et une priorité politique. Je le dis à tous les Européens, c'est un test. C'est un test pour l'Europe. L'Europe veut-elle la paix ou veut-elle qu'on la laisse en paix ? Je souhaite que vous réfléchissiez là-dessus. Voulez-vous la paix ou voulez-vous que l'on vous laisse en paix ? Ce n'est pas la même politique, ce n'est pas la même stratégie, ce ne sont pas les mêmes conséquences. Si vous voulez la paix, vous devez vous donner les moyens d'exister comme une puissance économique, financière, politique, militaire. Si vous voulez qu'on vous laisse en paix, faites-vous tout petit, restez dans vos coins, cachez-vous les yeux, bouchez-vous les oreilles, ne parlez pas trop fort et pendant un temps, on vous laissera en paix. Jusqu'au moment où l'on découvrira que vous n'avez pas les moyens d'assurer vous-mêmes votre défense. Mais à ce moment là, il sera trop tard. Tout le monde a intérêt à une Europe de la défense. Tout le monde, Donald. Vous les Européens de l'Est, enfin revenus dans la famille, qui devez apporter votre contribution, pour assurer notre sécurité. Franchement c'était quand même une bonne nouvelle pour l'Europe qu'au moment du conflit entre la Géorgie, qu'il fallait aider et qu'il fallait sauver, et la Russie, que ce soit l'Europe qui se soit portée en première ligne, en accord, Monsieur le Vice-Président Biden, avec les Etats-Unis d'Amérique.

L'Europe a fait son travail mieux qu'à l'époque de la Bosnie. L'Europe a existé et l'Europe a pu agir. C'est rassurant pour tous les pays de cette Europe de l'Est de se dire : l'Europe existe, l'Europe se donne les moyens de se défendre et de mettre sa puissance au service d'une politique. Mais c'est également l'intérêt des Etats-Unis d'Amérique. Qui pourrait dire que les Etats-Unis d'Amérique n'ont pas besoin d'un allié fort, d'un allié puissant ? Croyez-vous que les

Etats-Unis d'Amérique n'ont pas besoin d'une Europe forte ? Notre intérêt c'est que les Etats-Unis soient forts. L'intérêt des Etats-Unis c'est que l'Europe soit forte. Avec Javier Solana, nous avons décidé, sous Présidence française, une politique de défense cohérente. Je remercie Gordon Brown des initiatives qu'il a prises, mais c'est un test, il ne faut pas se tromper. Dans mon esprit l'Europe ce n'est pas simplement un marché, ce n'est pas simplement de l'économie, Donald l'a dit tout à l'heure, c'est aussi des valeurs. Alors connaissez-vous une région du monde qui peut être riche sans assurer sa défense ? Connaissiez-vous une organisation du monde qui peut porter des valeurs et demander aux autres de les défendre ? Dans mon esprit les choses sont claires : c'est l'Europe de la Défense et l'Otan, pas l'Europe de la Défense ou l'Otan. Les deux ensemble. C'est parce que l'on renforcera l'Europe de la défense qu'il faudra renforcer l'Otan. Ce fût une grande erreur que d'affaiblir l'un en pensant renforcer l'autre. J'assume ce choix politique qui n'est pas un choix si facile en France jusqu'à présent.

Je dois d'ailleurs dire que cela va de pair pour moi avec un approfondissement de la relation avec l'Allemagne, notre alliée, notre amie. La "brigade franco-allemande" avait été créée par François Mitterrand et Helmut Kohl. Angela Merkel et moi, nous souhaitons qu'il n'y ait plus de tabou, nous souhaitons l'évolution. La France serait donc heureuse d'accueillir sur son territoire un bataillon de l'armée allemande. Je pense qu'au XXIème siècle, il est vraiment temps de tourner la page. Mes Chers Amis, l'amitié entre la France et l'Allemagne, je le dis ici, ce n'est pas que la France mette des soldats en Allemagne, c'est que la France soit honorée d'avoir des soldats allemands sur le territoire de la République française. C'est cela l'amitié entre la France et l'Allemagne. C'est cela la nouvelle étape, la construction d'un nouveau contexte. C'est un acte historique, Chère Angela. Je suis très fier que le Sommet de l'Otan, on l'organise ensemble. Quel plus beau symbole de la réussite de ce qu'ont fait ceux qui nous ont précédés ?

L'Otan, pour en terminer. L'Otan a beaucoup changé. Mais ce qui ne change pas, c'est le pacte fondamental qui nous unit depuis le Traité de Washington. Franchement, je n'aurais jamais pensé que l'article 5 soit utilisé par tous les Alliés au service des Etats-Unis d'Amérique. Quand les Etats-Unis ont été attaqués, c'est tout l'Otan qui s'est retrouvée aux côtés des Etats-Unis. Franchement, qui aurait dit avant 2001 que la première fois que l'article 5 serait mis en vigueur, ce serait pour défendre les Etats-Unis d'Amérique ? Nous continuerons dans ce sens là. Je veux d'ailleurs vous dire, pour en terminer que la France a souvent été soupçonnée de vouloir affaiblir l'Otan. C'est injuste, mais c'était ainsi. C'était d'autant plus ridicule qu'en même temps que la France était soupçonnée de vouloir affaiblir l'Otan, la France y prenait de plus en plus de place. Plus on disait qu'on n'était pas dedans, plus on y était ! En France, on faisait croire que l'Otan était une menace pour notre indépendance. Personne ne se demandait pourquoi nous étions les seuls à nous poser la question. Moi, je ne ferai jamais rien qui mette en cause l'indépendance de mon pays. Jamais ! Mais l'alliance avec les Etats-Unis et l'alliance avec l'Europe ne mettent pas en cause l'indépendance de mon pays, elles renforcent l'indépendance de mon pays. Voilà ce que j'expliquerai aux Français le moment venu. Ce moment approche. Ma conviction, c'est que la France peut rénover ses relations avec l'Otan en étant un allié indépendant, un partenaire libre des Etats-Unis. Je voudrais d'ailleurs dire que l'on a été tous très heureux, Monsieur le Vice-Président, de voir les décisions qu'a prises le président Obama sur Guantanamo. Nous partageons ces valeurs et l'Amérique que nous aimons, c'est l'Amérique qui défend ses valeurs, qui défend et pratique les droits de l'Homme. Je puis vous dire que tous les Européens ont été soulagés de la décision qu'a prise le président Obama à la suite de cette question de Guantanamo.

Alors j'aurai l'occasion, puisque je sais ce que va dire le vice-président Biden, qui m'a envoyé son discours avant, et j'ai eu l'occasion d'en parler avec le président Obama, comme eux je pense que la rénovation des relations entre la France et l'Otan sera bénéfique pour l'Alliance, pour l'Europe et pour la France. Ecoutez, quand on veut bien s'organiser, il vaut mieux savoir ce que l'on va dire ! Franchement, je ne peux pas reprocher aux Etats-Unis d'Amérique de dire : "voilà ce que l'on va dire", et ils savaient à peu près ce que j'allais dire aussi. L'organisation fait partie de la bonne gestion.

D'ici au Sommet de Strasbourg/Kehl, nous aurons un débat en France. C'est un débat que je

En tant que députés de Strasbourg, nous serons en débat en France. C'est en débat que je conduirai, comme toujours, avec l'esprit de franchise et de droiture vis-à-vis du peuple français. Nous avons des amis, nous avons des alliés, je connais ma famille, je sais où sont les valeurs que nous devons défendre, fidèles à l'idéal de la République française. Il est sans doute temps de revoir la stratégie de l'Otan et pour la France et l'Allemagne d'en tirer un certain nombre de conséquences. Croyez-bien que d'ici au mois d'avril, nous essayerons d'être au rendez-vous d'une grande ambition pour la famille qui est la nôtre.

Je vous remercie.